



Assemblée générale

Soixante-seizième session

101^e séance plénière

Mercredi 7 septembre 2022, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

*En l'absence du Président, M. Rodrigue (Haïti),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 133 de l'ordre du jour (suite)

Coopération internationale pour l'accès à la justice des personnes rescapées de violences sexuelles

Le Président par intérim : L'Assemblée va entendre les oratrices et orateurs restants au titre des explications de vote après le vote qui n'ont pas pu s'exprimer à la 99^e séance plénière le 2 septembre.

Avant de donner la parole aux orateurs et oratrices au titre des explications de position après l'adoption, je rappelle aux délégations que les explications sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M^{me} Bonilla Alarcón (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Le Guatemala remercie le Japon et la Sierra Leone pour les efforts qu'ils ont déployés au cours du processus de négociation de la résolution 76/304, dans laquelle l'Assemblée générale condamne toutes les formes de violence sexuelle et prend acte des mécanismes de justice efficaces qui protègent les personnes rescapées de ce fléau et répondent à leurs besoins.

Le Gouvernement guatémaltèque promeut et défend les droits humains de tous ses citoyens, ainsi que les obligations découlant des conventions internationales en la matière, conformément à la Constitution politique de la République du Guatemala, et il ne

pratique aucune discrimination de quelque nature que ce soit. De même, il reconnaît le droit de toute personne de jouir de ses libertés fondamentales, sans altérer les fondements anthropologiques sur lesquels repose l'ensemble de notre système juridique.

Dans ce contexte et conformément aux dispositions de notre Constitution concernant la protection de la vie dès la conception, le Guatemala se dissocie du paragraphe 6, car il comporte des références aux droits en matière de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à l'avortement sécurisé lorsque la législation du pays l'autorise, ce qui pourrait être interprété comme des pratiques d'avortement contrevenant à notre législation nationale.

À l'heure actuelle, le Gouvernement guatémaltèque met en œuvre un modèle de prise en charge intégrale des femmes victimes de violences. Il s'agit d'un système de coordination institutionnelle qui fournit des soins immédiats et complets, ainsi que des soins discrets, immédiats et efficaces aux femmes qui ont été victimes de ce fléau.

M. Sharma (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde attache une grande importance au renforcement de la coopération internationale pour lutter contre les violences sexuelles et garantir l'accès des victimes et des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance. Il est impératif de prévenir les violences sexuelles et la culture de l'impunité, ainsi que de faciliter le rétablissement et la réinsertion des victimes et des personnes

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



rescapées. Dans ce contexte, nous remercions les cofacilitateurs, le Japon et la Sierra Leone, d'avoir présenté la résolution 76/304.

Nous estimons que cette importante question requiert l'appui unanime de l'Assemblée générale. Tout au long des négociations, ma délégation a fait preuve d'un engagement constructif dans le but de parvenir à un résultat consensuel et tourné vers l'avenir. Nous nous félicitons que la résolution ait été adoptée par consensus. Toutefois, le fait que plusieurs amendements ont été proposés et soutenus par de nombreuses délégations démontre clairement que le texte final n'est pas parvenu à aplanir les divergences et à répondre aux préoccupations des différentes délégations.

Compte tenu de l'importance que ma délégation attache à cette question, nous nous sommes ralliés au consensus. Cependant, dans la mesure où le texte comporte des expressions et une terminologie qui ne reposent pas sur des définitions claires et convenues et où ma délégation n'est pas partie à certaines des conventions et certains des instruments internationaux mentionnés dans le texte, nous sommes contraints de nous dissocier des deuxième, dixième, onzième et seizième alinéas du préambule et du paragraphe 6.

M. Altarsha (République arabe syrienne) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier les délégations japonaise et sierra-léonaise d'avoir facilité l'adoption de la résolution 76/304 sur la coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, et souhaite expliquer sa position concernant le texte tel qu'il a été adopté.

Ma délégation est fermement convaincue que les violences sexuelles sont condamnables et que les États Membres doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent, en fonction de leur situation et dans le cadre de leurs compétences nationales, pour les combattre et rendre justice sans délai et sans entrave aux victimes et aux personnes rescapées de telles violences. Bien que nous nous soyons ralliés, non sans réticence, au consensus sur la résolution, nous restons d'avis que celle-ci comporte plusieurs aspects problématiques et que son libellé est controversé et n'a pas fait l'objet des consultations appropriées.

Nous estimons que les amendements proposés par le Nigéria et soutenus par de nombreuses délégations, dont la mienne, nous auraient rapprochés du large consensus auquel nous aspirions tous et toutes. Nous

regrettons qu'ils n'aient pas été inclus dans le texte. À ce propos, je tiens à formuler les observations suivantes.

Premièrement, ma délégation s'est toujours opposée à l'instrumentalisation du texte et à tout écart par rapport à sa cible initiale, à savoir les personnes rescapées de violences sexuelles. La résolution telle qu'adoptée est au contraire truffée de références à la violence fondée sur le genre, qui ne saurait se substituer aux termes « violence sexuelle » et « violence à l'égard des femmes ». C'est pourquoi ma délégation se dissocie de ces termes présents partout dans le texte. Dans le même ordre d'idées, nous nous dissocions de l'expression « formes multiples et conjuguées de discrimination », utilisée dans le texte.

Deuxièmement, l'expression « violence dans le couple » est très controversée et ne fait pas l'objet d'un consensus parmi les États Membres, dont mon pays. Par conséquent, nous nous dissocions de la référence qui y est faite dans le seizième alinéa du préambule.

Troisièmement, le paragraphe 6 soutient l'idée que l'accès à un avortement sécurisé s'inscrit dans la promotion des droits humains. Nous savons que le terme « avortement sécurisé » ne fait pas l'objet d'un consensus à l'échelle internationale. Par conséquent, l'adoption de la résolution 76/304 ne saurait être interprétée comme créant un nouveau droit ou de nouvelles obligations internationales et juridiquement contraignantes. C'est pourquoi ma délégation se dissocie du paragraphe 6.

Quatrièmement, ma délégation se dissocie du consensus sur la référence à la Cour pénale internationale (CPI) dans les neuvième et dixième alinéas du préambule, car la Syrie n'est pas signataire du Statut de Rome de la CPI. En résumé, le consensus ne saurait en aucun cas être assimilé à l'unanimité.

M^{me} Mozgovaya (Biélorus) (*parle en russe*) : Nous remercions les délégations sierra-léonaise et japonaise d'avoir présenté la résolution 76/304.

Le Biélorus est résolument favorable au renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la justice pénale et à la fourniture d'un accès rapide et sans entrave à la justice, ainsi que d'une aide juridique efficace, à toutes les victimes de violences sexuelles.

Dans le même temps, la délégation biélorusienne n'est malheureusement pas en mesure de soutenir l'intégralité du texte de la résolution. Malgré l'absence manifeste de consensus, le texte comporte

des formulations qui ne font pas l'unanimité. Il reprend également des expressions controversées. De ce fait, le document ne se concentre plus seulement sur les aspects juridiques de la question, mais sur des concepts qui ne font pas l'objet d'un consensus international. Dans ce contexte, le Bélarus s'est volontiers porté coauteur des amendements présentés par la délégation nigériane afin de faire en sorte que le texte adopté soit plus équilibré, acceptable par tous les États et n'aille pas à l'encontre des principaux objectifs de la résolution.

Nous regrettons que l'Assemblée générale n'ait pas été en mesure d'adopter ces amendements. Étant donné que le texte comporte toujours une terminologie problématique, et compte tenu de l'absence d'attitude constructive dont les auteurs de la résolution ont fait preuve pendant les négociations, la délégation biélorusienne, bien qu'elle souscrive pleinement aux objectifs de la résolution, se voit contrainte de se dissocier du consensus sur le texte. Le Bélarus interprètera le texte de la résolution conformément à sa législation interne et ses obligations juridiques internationales. Nous espérons que, dans le cadre de leur mandat, l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales et régionales adhéreront également aux paramètres convenus au niveau international. Nous appelons à nouveau nos partenaires à prendre en compte et à respecter les positions de tous les États Membres afin de parvenir à l'unité et au consensus et d'éviter que la terminologie utilisée dans les documents internationaux ne sème la division au sein de l'Assemblée générale.

M. Rashid (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation prend la parole pour expliquer sa position après l'adoption de la résolution 76/304.

Ma délégation condamne toutes les formes de violence sexuelle, dans toutes les situations, en particulier dans les contextes de vulnérabilité, tels que les situations de conflit et d'après-conflit et de crise humanitaire, ainsi que pendant et après les catastrophes naturelles et les situations d'urgence. De même, tous les actes de violence, sous quelque forme que ce soit, sont condamnables et doivent faire l'objet de mesures correctives efficaces. Il convient de veiller à ce que les victimes et les personnes rescapées de toutes les formes de violence aient pleinement accès à une aide et à des services non discriminatoires et complets, ainsi qu'à la justice, à la réparation, à des voies de recours justes et efficaces et à l'assistance.

Les États Membres ont l'obligation, à tous les niveaux, de promouvoir, de protéger et de respecter

tous les droits humains et libertés fondamentales pour tous, y compris les femmes et les filles, et d'agir avec la diligence voulue pour prévenir toutes les formes de violence dirigées contre elles, enquêter à leur sujet, en poursuivre les auteurs et amener ceux-ci à rendre compte de leurs actes.

Nous remercions les délégations japonaise et sierra-léonaise d'avoir présenté la résolution 76/304, qui porte sur une question très importante et capitale. Nous nous sommes ralliés au consensus pour cette même raison. Toutefois, nous constatons avec regret que, malgré l'absence d'accord, un libellé non consensuel et des termes controversés, qui n'ont pas fait l'objet d'un consensus, ont été conservés dans certains paragraphes de la résolution. Ces termes ne sont pas non plus reconnus par la législation nationale pakistanaise. Nous tenons également à souligner que le processus de négociation doit être inclusif et fondé sur le consensus et ne doit pas susciter des réserves de la part des délégations participantes.

Je tiens à rappeler que nous attachons une grande importance aux objectifs fondamentaux de la résolution, que nous appuyons pleinement. Cependant, ma délégation maintient sa position et se déclare préoccupée par certains termes figurant dans la résolution, notamment « avortement sécurisé », « droits en matière de santé sexuelle et procréative », « violence dans le couple » et « violence fondée sur le genre ». Nous nous dissociions des huitième et seizième alinéas du préambule et des paragraphes 2 a) et 6. Pour ces raisons, ma délégation a voté pour les amendements proposés concernant ces paragraphes.

M^{me} Idres (Soudan) (*parle en arabe*) : La délégation soudanaise tient à remercier la Sierra Leone et le Japon d'avoir présenté le projet de résolution A/76/L.80, intitulé « Coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance », qui a été adopté par consensus par l'Assemblée générale en tant que résolution 76/304.

Nous voulons saisir cette occasion pour expliquer notre vote sur les quatre amendements proposés par le Nigéria – portant sur les huitième et seizième alinéas du préambule et sur les paragraphes 2 a) et 6 de la résolution.

La République du Soudan attache la plus grande importance aux questions relatives aux femmes, à la promotion de leurs droits et à leur participation à la

société à tous les niveaux. Mon pays accorde un soin particulier et une grande attention à la lutte contre la violence sexuelle contre les femmes et les filles et ne ménage aucun effort pour l'éliminer, en particulier dans les régions touchées par le conflit.

Ma délégation a étudié de près la texte qui était à l'examen, et ce, pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles son contenu. Cependant, au fil des négociations, nous avons constaté que nous nous écartions de l'objectif initial de la résolution. De nombreux concepts et notions, mais aussi des termes et des formulations, qui restent sujets à controverse et n'ont pas été approuvés par l'Assemblée générale, ont été inclus dans le projet.

La délégation de mon pays réaffirme son ferme attachement au respect des valeurs culturelles et sociales, ainsi que des caractéristiques qui distinguent les pays les uns des autres. Nous soulignons qu'il est important de respecter la souveraineté des pays et de ne pas s'ingérer dans leurs lois et réglementation nationales. C'est pourquoi la délégation de mon pays a voté pour les amendements proposés par le Nigéria. Selon nous, ces amendements auraient contribué à équilibrer le texte afin que celui-ci puisse être accepté et approuvé par toutes les parties.

Dans la mesure où ces amendements n'ont pas été inclus dans le texte final, le Soudan souhaite exprimer ses réserves au sujet des termes controversés qui figurent aux huitième et seizième alinéas du préambule ainsi que dans le paragraphe 2 a) de la résolution. Nous nous dissocions également de son paragraphe 6.

M^{me} Hassan (Égypte) (*parle en anglais*) : L'Égypte souhaite à nouveau remercier la Sierra Leone et le Japon d'avoir présenté la résolution 76/304, consacrée à la coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance.

Nous avons renouvelé notre soutien à l'initiative de la Sierra Leone depuis l'inscription de ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en septembre dernier. L'Égypte s'est associée au consensus sur la résolution en raison de l'importance que revêt le sujet dont elle traite. Nous estimons que le texte de la résolution aurait pu être amélioré si son contenu avait été davantage lié à l'objet de la résolution et si l'exactitude de ses dispositions sur le plan juridique avait été vérifiée, notamment en envisageant l'inclusion du terme « victimes » dans le libellé du point de l'ordre du jour et l'intitulé de la résolution.

Nous sommes conscients du fait que les cofacilitateurs de la résolution étaient investis d'une mission consistant à défendre une noble cause, mais cela ne saurait justifier le manque de transparence et de neutralité dont a souffert le processus de négociation. Nous aurions préféré que les négociations soient menées de façon plus efficiente et dans un cadre plus professionnel afin de permettre aux délégations de disposer d'informations précises en temps voulu. Ces lacunes dans le processus ont eu une incidence négative sur le résultat, qui ne rend pas justice à la cause des victimes et des personnes rescapées de violences sexuelles.

Nous notons avec préoccupation que les incidences de la résolution sur le budget-programme ont été utilisées comme un élément de négociation en échange de l'inclusion de termes controversés dans le texte final. Une telle pratique est sans précédent et menace le principe d'appropriation commune par tous les États Membres de l'ONU. L'Égypte se dissocie des huitième, seizième et vingt-troisième alinéas du préambule et des paragraphes 2 et 6. Afin de dissiper toute confusion à l'avenir et compte tenu des difficultés rencontrées lors du processus de négociation, nous ne considérons pas que le libellé de la résolution soit fondé sur un consensus ou un accord.

Pour conclure, l'Égypte continuera à appuyer les efforts internationaux et nationaux déployés pour garantir l'accès des victimes et des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance.

M^{me} Samai (Algérie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier les délégations sierra-léonaise et japonaise d'avoir mené les négociations sur la résolution 76/304, intitulée « Coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance ». Nous saluons également les efforts déployés lors des consultations sur la résolution.

L'Algérie est convaincue qu'il est crucial d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles, de garantir l'égalité dans tous les aspects de leur vie et de lutter contre la violence et les autres pratiques qui leur sont préjudiciables afin de parvenir à un système judiciaire équitable et impartial. Pour nous, l'autonomisation des femmes et des filles et la défense de leurs droits fondamentaux sont des questions essentielles et urgentes.

Bien que la délégation de mon pays se soit associée au consensus sur la résolution, nous regrettons que celle-ci n'intègre pas compte les amendements présentés par la délégation nigériane, pour lesquels nous avons voté. Ces amendements auraient permis d'équilibrer l'ensemble du texte, car ils reflétaient les positions défendues par de nombreux pays depuis le début des négociations sur la résolution 76/304. Convaincue de la nécessité de prendre en considération le contexte historique, culturel et religieux de chaque pays, ma délégation tient à exprimer ses réserves au sujet de plusieurs concepts qui figurent dans certains paragraphes de la résolution, en particulier les concepts controversés qui ne font pas l'objet de consensus, notamment les « formes multiples et conjuguées de discrimination » et la « violence dans le couple », qui peuvent être interprétés de différentes manières. En outre, nous estimons, par exemple, que la « violence sexuelle et fondée sur le genre » désigne uniquement la violence à l'égard des filles, des femmes, des garçons et des hommes. Nous nous dissocions de toute autre interprétation de ces concepts qui ne font pas l'objet d'un consensus international.

En ce qui concerne le terme « avortement sécurisé », ma délégation estime que l'avortement ne devrait en aucun cas être promu comme un moyen de planification familiale. De notre point de vue, les organismes internationaux ne doivent pas s'ingérer dans les politiques nationales en matière d'avortement, qui, comme cela a été convenu, sont la prérogative des États dans le cadre de leurs institutions compétentes. Par ailleurs, à nos yeux, le concept de « droits en matière de santé sexuelle et procréative et en matière de procréation » fait exclusivement référence aux soins de santé, conformément à notre législation nationale.

M. Barreto Da Rocha Paranhos (Brésil) (*parle en anglais*) : Le Brésil souhaite remercier le Japon et la Sierra Leone pour les efforts qu'ils ont déployés en tant que cofacilitateurs de la résolution 76/304, sur la coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance.

Le Gouvernement brésilien a fait de la lutte contre les violences sexuelles une priorité absolue. Notre administration actuelle a adopté un ensemble important de lois visant à prévenir et combattre la violence sexuelle et à atténuer ses conséquences, ainsi qu'à offrir aux femmes qui en sont victimes des voies de recours. Ces quatre dernières années, le Ministère des femmes, de la famille et des droits humains a élaboré des politiques

et des programmes complets destinés à s'attaquer aux causes des violences sexuelles et à soutenir les victimes.

Notre gouvernement a conscience que les violences sexuelles peuvent avoir des conséquences profondes et multiples, qui laissent des cicatrices à long terme chez les victimes et leurs familles, ainsi que dans les communautés en général. Les violences sexuelles constituent une menace pour le droit à la vie, ont des incidences directes sur la santé physique et mentale des victimes et portent atteinte à la dignité humaine et au droit de vivre à l'abri de la peur. Nous comprenons que ce sujet est complexe et qu'il soulève des questions controversées liées à la stigmatisation, à la santé sexuelle et procréative et au droit à la vie privée, ainsi qu'à l'application de la loi et à la nécessité impérieuse de prévenir le risque de nouvelle victimisation.

Compte tenu de l'engagement indéfectible du Brésil dans la lutte contre les violences sexuelles, nous avons soutenu l'adoption de la résolution 76/304. Néanmoins, nous estimons que certains aspects importants du texte n'y ont pas leur place et qu'ils gagneraient à être traités par les parties prenantes nationales. Plus précisément, le Brésil n'appuyait pas les références aux droits en matière de procréation et à l'avortement contenues dans la résolution et a demandé qu'elles soient retirées du texte. Le Gouvernement brésilien tient donc à préciser que la résolution ne doit en aucun cas être interprétée comme approuvant ou encourageant le recours à l'avortement comme méthode de planification familiale. L'avortement est illégal au Brésil, sauf dans des cas spécifiques prévus par la loi ou déterminés par une décision de la haute cour, comme une grossesse consécutive à un viol. Tout en reconnaissant l'utilité de la coopération internationale dans la lutte contre les violences sexuelles, nous estimons qu'il est important de respecter les prérogatives nationales en ce qui concerne la définition des politiques adéquates en matière de santé sexuelle et procréative, conformément à la législation et aux pratiques nationales.

M. Salah (Libye) (*parle en arabe*) : La délégation de mon pays est consciente de la grande importance que revêt la résolution 76/304, intitulée « Coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance ». Nous tenons à remercier les délégations sierra-léonaise et japonaise d'avoir présenté cette résolution et facilité les consultations informelles la concernant. Nous soulignons que la fourniture d'une aide aux victimes de violences sexuelles, ainsi que le

fait de leur offrir des moyens de réparation et de leur permettre de bénéficier d'un système judiciaire équitable et impartial, sont des principes fondamentaux du système judiciaire libyen. C'est pour cette raison, entre autres, que ma délégation s'est associée au consensus en faveur de l'adoption de la résolution dans son ensemble.

Cependant, comme nous l'avons déjà exprimé pendant les négociations sur la résolution, ma délégation ne peut cautionner les concepts controversés qui figurent dans certains paragraphes, lesquels affaiblissent la portée de la résolution et, comme nous le savons tous, sont en contradiction avec la législation nationale en vigueur et les caractéristiques religieuses et culturelles de nombreux pays, dont le mien, la Libye. Parmi ces concepts figurent les « formes multiples et conjuguées de discrimination » et la « violence dans le couple », ainsi que la « violence sexuelle et fondée sur le genre », que nous interprétons uniquement en termes de violence à l'égard des femmes, des filles, des hommes et des garçons. Nous n'acceptons l'interprétation de l'expression « droits en matière de santé sexuelle et procréative et en matière de procréation » que dans le sens où elle se rapporte aux services de soins de santé. Nous rejetons aussi catégoriquement la référence à l'avortement sécurisé et sa promotion, car celui-ci est en contradiction avec le droit à la vie, qui est le fondement de tous les droits humains.

C'est pourquoi ma délégation a soutenu les quatre amendements qui ont été présentés avant l'adoption de la résolution et a voté contre le paragraphe 6. Dans ce contexte, ma délégation exprime ses réserves au sujet du texte qui figure aux huitième et seizième alinéas du préambule et aux paragraphes 2 a) et 6, qui, de notre point de vue, ne constitue pas un libellé consensuel.

M^{me} El Guera (Mauritanie) (*parle en arabe*) : Nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous est donnée de faire une déclaration pour expliquer notre position après l'adoption de la résolution 76/304.

Nous tenons à remercier les délégations sierra-léonaise et japonaise pour les efforts qu'elles ont déployés durant les négociations sur la résolution 76/304, intitulée « Coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance ».

Mon pays s'est rallié au consensus, car il est convaincu que des efforts concertés et une coopération internationale sont nécessaires pour garantir l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, à

l'équité, aux voies de recours et à l'assistance, ainsi que pour développer leurs capacités dans le plein respect de leurs droits humains. Nous souhaitons toutefois clarifier les points suivants concernant certains éléments de la résolution telle qu'elle a été adoptée.

Le paragraphe 6 comporte un libellé présentant l'avortement sécurisé comme un élément nécessaire pour garantir les droits humains. Nous insistons fermement sur le fait que l'avortement n'est pas un droit humain. C'est pourquoi nous nous dissocions de l'ensemble du paragraphe. Nous réaffirmons que, comme convenu au paragraphe 8.25 du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'avortement ne constitue pas une question internationale touchant aux droits humains, mais relève de la compétence exclusive des autorités nationales, les gouvernements et la communauté internationale ayant le devoir d'aider les mères à éviter de recourir à l'avortement et de leur fournir des soins de santé et un soutien social avant et après la naissance de leurs enfants.

En ce qui concerne les textes issus des différentes conférences d'examen mentionnées au paragraphe 6, nous interprétons ces références comme ne concernant que les documents finaux adoptés par l'Assemblée générale. Aux dix-septième et dix-huitième alinéas du préambule ainsi qu'aux paragraphes 2 b) et 6, il est également demandé de promouvoir les « services de santé sexuelle et procréative » et les « droits en matière de santé sexuelle et procréative et en matière de procréation ». Ces deux expressions doivent être entendues uniquement comme faisant référence aux programmes de soins de santé et d'éducation approuvés par les autorités compétentes des États Membres, comme convenu dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Nous regrettons que les expressions non consensuelles « formes multiples et conjuguées de discrimination », figurant au huitième paragraphe du préambule et au paragraphe 2 a), et « violence dans le couple », au seizième paragraphe du préambule, qui sont susceptibles d'être mal interprétées, aient été incluses dans la résolution. Nous ne souscrivons à aucune interprétation de ces termes qui n'a pas fait l'objet d'un consensus international ou qui n'est pas reconnue dans nos lois et politiques nationales.

La délégation de mon pays tient également à souligner que nous interprétons le terme « genre », qui est utilisé dans la résolution, selon le sens qui lui est donné à l'annexe 4 du rapport de la quatrième Conférence

mondiale sur les femmes, dans lequel ce terme ne fait référence qu'au genre « masculin » ou « féminin » et à l'« homme » ou la « femme » dans le contexte de la société et n'a pas d'autre signification.

M. Nze (Nigéria) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier notre cher pays frère, la Sierra Leone, pour le rôle moteur qu'il a joué dans l'adoption de la résolution 76/304, une résolution très importante qui aurait dû bénéficier d'un soutien plus large de la part des États Membres. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Outre les préoccupations qu'elle suscite sur le plan de la procédure, la résolution comporte des formulations particulièrement problématiques et controversées.

Ma délégation n'a pas pu se rallier au consensus sur la résolution, car les subtils changements introduits dans plusieurs de ses éléments et paragraphes sont contraires à nos lois et aux accords antérieurs de l'Assemblée générale. Aujourd'hui, les nombreux amendements que nous avons proposés ont été rejetés avec la même rigidité que celle dont ont fait montre à notre égard les auteurs principaux de la résolution au cours du processus de négociation. En trois lectures complètes du texte, nous n'avons pas approuvé un seul paragraphe par consensus. Ce n'est pas de cette façon que nous menons des négociations à l'Assemblée. Nous avons proposé des amendements minimes reposant sur les positions que nous avons exprimées tout au long des négociations. Nous avons procédé dans un esprit de compromis afin d'essayer de parvenir à un consensus. Mais les auteurs de la résolution n'ont accepté aucune proposition au cours du processus. Nous les exhortons à faire mieux à l'avenir et à négocier avec les autres délégations dans un esprit de coopération et de dialogue.

Je tiens toutefois à souligner l'importance que revêt la résolution 76/304, intitulée « Coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance ». Ma délégation a conscience que la plupart des personnes rescapées de violences sexuelles souffrent de traumatismes et de troubles post-traumatiques, et ont donc besoin d'un soutien psychosocial et de soins de santé complets. Nous accueillons donc favorablement la résolution sur le principe, compte tenu de l'expérience qui est la nôtre en tant que pays. Pour preuve de l'importance accordée à cette question, le Nigéria est devenu membre du groupe restreint dès sa création. Toutefois, nous avons dû nous retirer du groupe lorsque certains de ses membres se sont approprié le processus et ont introduit des éléments controversés en faisant usage de

procédés douteux et opaques. Malheureusement, ce qui s'est passé au sein du groupe restreint s'est également produit lors des négociations intergouvernementales, si ce n'est en pire. Nous avons assisté à une démonstration flagrante de mépris pour la raison et la décence. Certaines délégations ont été indûment intimidées, soumises à des contraintes et, hélas, à des pressions.

Il est important de souligner que les négociations qui ont abouti à la présente résolution ont connu de graves défaillances, et nous devons en prendre acte. Pas un seul paragraphe n'a fait l'objet d'un consensus. Nous sommes déçus du comportement des cofacilitateurs, qui n'ont pas mené les négociations de bonne foi. Au contraire, ils ont affiché un mépris total à l'égard des préoccupations et de la sensibilité des délégations. La résolution passe sous silence des éléments essentiels qui devraient figurer dans un texte aussi important, comme la nécessité de mettre fin à l'impunité et d'apporter une aide au développement, une assistance et un soutien psychosocial. Nous estimons qu'il est primordial que l'Assemblée adopte une position de principe unifiée et objective sur la question essentielle qui nous préoccupe – une position qui, au vu de l'importance que revêt le sujet dont nous discutons, soit exempte de tout libellé non convenu, de motivations politiques et de sensibilités culturelles.

Nous regrettons que les auteurs principaux aient tenu à saper une résolution importante en employant et en introduisant un libellé controversé qui ne repose sur aucun fondement dans le droit international des droits de l'homme et qui est hors de propos dans ce contexte. Au cours du processus de consultation, de nombreux États Membres ont présenté plusieurs demandes et fait plusieurs propositions en vue de conserver, dans la résolution, un libellé consensuel et convenu, ce qui aurait permis à de nombreuses délégations de se rallier au consensus. Cela ne s'est pas produit. En outre, dans la mesure où notre position a été ignorée, ma délégation voudrait clarifier les points suivants.

Nous nous dissociions du paragraphe 6, qui promeut l'accès à l'avortement sécurisé comme un élément relevant des droits humains. Cette approche est incorrecte du point de vue du droit international des droits de l'homme. L'avortement n'est pas reconnu comme relevant du droit des droits de l'homme. Nous ne devons pas créer de nouveaux droits dans le droit international. Dans mon pays, le Nigéria, l'avortement est illégal, les exceptions n'étant autorisées que par le

personnel médical. Au paragraphe 8.25 du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, les États Membres ont convenu que l'avortement était une question qui devait être traitée exclusivement dans la législation nationale. Nous soulignons que, dans le Programme d'action, il est également demandé aux États Membres et au système des Nations Unies d'aider les mères à s'abstenir de recourir à l'avortement en leur proposant des solutions de substitution, notamment en matière de santé maternelle et de soutien social. Le libellé relatif à l'accès aux services de soins de santé sexuelle et procréative et aux droits politiques en matière de santé sexuelle et procréative dans les dix-septième et dix-huitième alinéas du préambule et dans les paragraphes 2 b) et 6 est systématiquement interprété de manière erronée par les donateurs et les partenaires, y compris le système des Nations Unies.

Lorsque les organismes des Nations Unies et le Secrétariat encouragent l'avortement, une éducation sexuelle complète, l'homosexualité et d'autres politiques sociales controversées, ils agissent sur la base de leurs préjugés et au-delà de leurs mandats. Nous tenons également à préciser que les autres textes issus des conférences d'examen, tels que mentionnés au paragraphe 6, doivent être interprétés exclusivement comme faisant référence aux documents finaux adoptés par l'Assemblée générale. Par ailleurs, nous nous dissocions des références aux « formes multiples et conjuguées de discrimination » figurant au huitième alinéa du préambule et aux paragraphes 2 a) et 6, ainsi que de l'utilisation de l'expression « violence dans le couple » au seizième alinéa du préambule. Ces termes sont définis par les organismes et autres institutions internationales comme englobant des catégories et des notions qui ne sont pas reconnues dans les lois nationales du Nigéria.

Ma délégation réaffirme en outre que le mot « genre », qui est mentionné tout au long de la résolution, doit être interprété à la lumière de l'annexe 4 du rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'article 3 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Il n'a aucune signification autre que celle attribuée aux deux sexes, masculin et féminin, dans le contexte de la société. Nous tenons à réaffirmer que notre opposition aux quatre paragraphes de la résolution et à tous les éléments controversés repose sur la confiance que nous accordons à la politique étrangère et sur la défense de nos valeurs, de nos lois nationales et de notre souveraineté.

M. Rizal (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie réaffirme son soutien indéfectible aux efforts visant à garantir que les victimes et les personnes rescapées de violences sexuelles bénéficient d'un accès approprié à la justice, aux voies de recours et à l'assistance. Nous condamnons fermement les actes de violence sexuelle et soutenons que les auteurs de ces actes odieux doivent être amenés à en répondre. Nous nous félicitons de la présentation de la résolution 76/304, résolution autonome consacrée à ce sujet important. L'adoption du texte pris dans son ensemble, sans qu'il soit mis aux voix, montre que la communauté internationale est pleinement consciente de la nécessité de lutter contre les violences sexuelles. Le texte, cependant, est loin d'être parfait.

Nous regrettons que la résolution comporte des termes controversés et contestés, qui sont en contradiction avec les positions de nombreux pays, dont la Malaisie. Cette préoccupation n'est pas nouvelle. Elle a été exprimée à maintes reprises tout au long des négociations – manifestement en vain. Bien que nous souhaitions appuyer sans réserve une résolution destinée à assurer aux victimes et aux personnes rescapées de violences sexuelles un accès approprié à la justice, aux voies de recours et à l'assistance, l'insertion de termes problématiques dans le texte – par choix – a empêché ma délégation de le faire. Dans ce contexte, la Malaisie se dissocie des expressions « formes multiples et conjuguées de discrimination », « diversité de leurs situations et conditions » et « droit d'être maître de sa sexualité et d'en décider librement et de manière responsable », telles qu'elles figurent au huitième alinéa du préambule et aux paragraphes 2 a), 2 k) et 6 du texte. Qu'il soit clair que, bien que le texte pris dans son ensemble ait été adopté par consensus, la Malaisie ne reconnaît pas ces termes comme étant un libellé convenu.

Tout espoir n'est pas perdu en ce qui concerne la résolution d'aujourd'hui. Nous aurons une nouvelle chance d'œuvrer à l'élaboration d'un texte consensuel lorsque la résolution sera à nouveau présentée, à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale. Nous espérons sincèrement que le prochain cycle de consultations sera mené dans un esprit véritablement inclusif, tout en évitant l'utilisation d'une terminologie controversée, afin que nous puissions produire un texte consensuel réellement équilibré. C'est le moins que les cofacilitateurs et l'ensemble des membres puissent faire pour les victimes et les personnes rescapées des violences sexuelles.

M. Shiferaw (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole afin d'expliquer la position de l'Éthiopie sur la résolution 76/304, adoptée la semaine dernière au titre du point 133 de l'ordre du jour (voir A/76/PV.99).

Aux côtés de plusieurs autres délégations, la délégation éthiopienne a participé de bonne foi au processus de négociation de la résolution. Nous avons apporté notre contribution en vue de dégager un consensus sur certaines des formulations controversées. Malheureusement, nous n'y sommes pas parvenus, essentiellement en raison d'un manque de volonté d'écouter et de prendre en compte les préoccupations des délégations. Nous estimons que le processus de négociation aurait pu être inclusif et qu'il aurait fallu éviter d'imposer un libellé non consensuel. Les positions de tous les États Membres de l'ONU doivent être respectées. C'est la seule façon d'aller de l'avant dans le domaine du multilatéralisme.

Chaque processus doit avoir pour objectif le consensus, être inclusif et aboutir à un résultat ciblé. Chaque État Membre de l'ONU connaît les questions qui relèvent de son contexte national et a le droit d'adopter des positions sur celles-ci. Le rôle des facilitateurs est de contribuer à rapprocher ces positions et à créer un terrain d'entente acceptable. Ainsi, ma délégation se voit contrainte de se dissocier, d'une part, de la référence aux « formes multiples et conjuguées de discrimination » figurant au huitième alinéa du préambule et au paragraphe 2 a) et, d'autre part, de la référence à la « violence dans le couple » qui figure au seizième alinéa du préambule.

En ce qui concerne la référence aux « droits en matière de santé sexuelle et procréative et en matière de procréation », l'Éthiopie entend par cette formulation l'accès aux services de soins de santé afin d'assurer la santé et le bien-être des mères, des nouveau-nés, des enfants et des jeunes en leur fournissant des traitements et en améliorant leur nutrition, ainsi que l'accès à la planification familiale, aux conseils et aux informations sur les maladies sexuellement transmissibles. S'agissant de l'utilisation du terme « genre » tout au long de la résolution, ma délégation l'entend comme faisant référence au sexe masculin ou au sexe féminin.

Enfin, l'Éthiopie n'est pas partie au Statut de Rome et ne reconnaît pas la Cour pénale internationale, ni sa juridiction ni la référence qui y est faite dans la résolution 76/304.

M. Osuga (Japon) (*parle en anglais*) : Le Japon a voté contre les quatre amendements présentés par la délégation nigériane concernant la résolution 76/304, car les paragraphes pertinents auxquels ces amendements se rapportent sont fondés sur un libellé qui a été adopté par consensus ou par un vote dans des résolutions antérieures. Je remercie toutes les délégations qui ont soutenu le libellé original de la résolution, qui est, à mon sens, le fruit d'un processus de négociation inclusif et transparent mené de bonne foi pendant plus de cinq mois.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier toutes les délégations qui se sont associées au consensus pour adopter la toute première résolution sur la coopération internationale pour l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles à la justice, aux voies de recours et à l'assistance. Je remercie également les délégations qui avaient certaines réserves à l'égard du texte mais qui n'ont pas demandé de vote dans l'intérêt d'une adoption par consensus.

Enfin, en ce qui concerne les références quelque peu politisées faites par deux délégations à l'égard de mon pays au cours du débat et dans leur explication de position vendredi dernier (voir A/76/PV.99), je ne répéterai pas la position bien connue du Japon et je ne rappellerai pas aux délégations les faits historiques avérés dans le but de réfuter ces allégations fallacieuses. Je tiens simplement à souligner que le Japon a décidé de contribuer à ce processus au regard de la responsabilité qui lui incombe de perpétuer l'héritage du passé en toute humilité et de le transmettre aux générations futures. Je crois qu'il s'agit d'une pratique établie dans cette salle.

Le Président par intérim : Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre des explications de position après l'adoption.

Une délégation a demandé à exercer son droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations faites au titre du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Je donne la parole à la représentante de la Chine.

M^{me} Zhu Jiani (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine souhaite exercer son droit de réponse à la suite de la déclaration faite par le représentant du Japon.

Nous trouvons scandaleux que le représentant du Japon ait non seulement omis d'aborder ces actes

criminels, mais qu'il ait également nié, déformé et même glorifié l'histoire d'agression de son pays et minimisé et éludé sa responsabilité historique. Jusqu'à présent, le Japon n'a pas reconnu la responsabilité de l'État en ce qui concerne la question des femmes de réconfort.

Qu'il me soit permis de raconter aux membres une histoire vraie, celle d'une femme de 96 ans, Chen Liancun, appartenant à l'ethnie Li à Hainan, qui a été victime du système japonais des femmes de réconfort. À l'âge de 13 ans, alors qu'elle s'occupait de son bétail, elle a été violée par trois soldats japonais sous la menace d'une arme. Lorsqu'elle avait 16 ans, des soldats japonais sont venus dans son village, l'ont emmenée de force et l'ont placée dans ce qui était appelé « l'équipe du service logistique ». Cette équipe était composée de jeunes filles modestes provenant des villages environnants, qui effectuaient toutes les tâches ménagères, y compris la lessive et la cuisine, pour les soldats japonais pendant la journée. La nuit, elles étaient contraintes de fournir des services sexuels aux soldats japonais.

Ces derniers sont devenus un sujet de honte pour Chen Liancun tout au long de sa vie. Chaque fois qu'elle évoquait le Japon, elle paniquait et se mettait à pleurer, voire à gémir violemment. Le 30 juin 2021, Chen Liancun est décédée à l'âge de 96 ans, sans jamais avoir reçu d'excuse de la part du Japon.

Nous exhortons une fois de plus le Japon à véritablement faire face à son passé et à entamer une profonde réflexion à son sujet, à adopter une approche honnête et responsable pour traiter comme il se doit la question du recrutement forcé de femmes de réconfort et d'autres aspects de son histoire, et à prendre des mesures concrètes pour gagner la confiance de ses voisins asiatiques et de la communauté internationale.

Le Président par intérim : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 133 de l'ordre du jour ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 5.